

GIRARD, Michel F., *L'écologisme retrouvé : essor et déclin de la Commission de la conservation du Canada* (Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1994), 308 p.

Jacques Saint-Pierre

Volume 48, numéro 4, printemps 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305374ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305374ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saint-Pierre, J. (1995). Compte rendu de [GIRARD, Michel F., *L'écologisme retrouvé : essor et déclin de la Commission de la conservation du Canada* (Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1994), 308 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 48(4), 561–563. <https://doi.org/10.7202/305374ar>

GIRARD, Michel F., *L'écologisme retrouvé: essor et déclin de la Commission de la conservation du Canada* (Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1994), 308 p.

L'ouvrage de Michel F. Girard s'inscrit dans ce champ de recherche peu développé au Québec que l'on désigne sous le nom d'histoire de l'environnement. Cette thèse de doctorat relate la courte existence de la Commission de la conservation du Canada mise sur pied en 1909 et abolie en 1921. L'organisme a en quelque sorte été la conscience écologiste du gouvernement fédéral pendant la seconde phase du développement industriel canadien caractérisée par l'exploitation des ressources naturelles comme l'hydroélectricité, le bois à pâte, les mines.

Plusieurs personnes, notamment chez les écologistes, croient que la conservation est un produit du mouvement de contestation des années 1960. Mais la prise de conscience des conséquences néfastes de l'industrialisation pour le milieu naturel est aussi ancienne que le développement industriel lui-

même. Cela est rassurant dans un certain sens. Cependant, l'expérience de la Commission canadienne de la conservation démontre que l'idée de développer les ressources de façon rationnelle est beaucoup plus difficile à vendre que celle de la croissance économique.

Girard étudie d'abord le contexte de création de la Commission. Il s'attarde ensuite aux travaux de ses six comités (mines, eaux, terres agricoles, forêt, santé publique, espèces menacées). Enfin, il analyse les causes du démantèlement de l'organisme. Pour chacun des comités, il présente les membres et le personnel permanent, puis il résume les principales actions entreprises.

L'obtention de données sur les individus recrutés aux quatre coins du Canada a nécessité de la part de l'auteur une prospection à travers une grande variété de fonds d'archives. L'essentiel de la documentation est tiré des fonds des premiers ministres et des archives de Clifford Sifton, le principal artisan de la Commission. Quant aux informations sur les activités des différents comités, elles proviennent des rapports annuels de la Commission ainsi que des publications qu'elle a éditées au fil des années.

La Commission s'était donné pour objectif de mener des recherches dans le but de proposer des méthodes d'aménagement rationnel des ressources naturelles du pays. Cependant, si on exclut les travaux d'inventaire forestier conduits dans certaines provinces, notamment dans les Maritimes et en Colombie-Britannique, son action a été assez modeste à ce chapitre. Le Conseil national de recherches du Canada (CNRC), créé durant la guerre, a drainé l'argent disponible pour la recherche industrielle. Le nouvel organisme répondait davantage aux besoins de la production de guerre.

L'action de la Commission a été beaucoup plus efficace en matière de lobbying et d'information. Elle possédait un septième comité qui agissait comme un service de presse. De fait, la publication de rapports sur divers sujets drainait une bonne partie des fonds alloués à l'organisme. Une diffusion plus large des idées de la Commission était assurée par la revue *Conservation*.

L'action la plus notoire a peut-être été l'échec aux grands projets hydro-électriques sur le fleuve Saint-Laurent qui auraient eu un impact majeur sur l'environnement. Le premier projet de barrage aux rapides du Long-Sault aurait permis de produire 447 MW. Il aurait entraîné la fermeture de la voie navigable du côté canadien. Le second projet visait la construction d'une digue aux rapides des Cèdres, qui a finalement été réalisé dans la partie américaine des eaux internationales. Dans les deux cas, la demande d'électricité provenait d'alumineries américaines. Ils ont soulevé l'opposition, non seulement des conservationnistes mais aussi des nationalistes.

On observe un peu le même phénomène dans le cas de l'exploitation du bois à pâte. On s'est insurgé au Canada contre l'exploitation abusive des forêts de résineux, surtout quand la ressource servait à la fabrication du papier dans les usines des États-Unis. Lorsque les investisseurs se sont mis à construire des usines au Canada, les nationalistes se sont rangés plutôt derrière les promoteurs. Privés de leur appui, les tenants d'une politique plus

restrictive d'allocation de la matière ligneuse ont vu décliner fortement leur capacité d'influencer les gouvernements.

Les conservationnistes demeuraient une minorité à l'époque. C'est un facteur qu'il faut considérer quand on veut apprécier l'œuvre de la Commission et expliquer son déclin. L'auteur insiste avec raison sur le contexte défavorable à l'idée de la conservation créé par la mobilisation de l'industrie en vue de soutenir l'effort de guerre. Il évoque aussi le mécontentement des conservateurs quant au statut particulier de la Commission qui, contrairement aux commissions royales d'enquête, était permanente et ne dépendait d'aucun ministre. Il est évident que ces facteurs ont influencé la décision du premier ministre Arthur Meighen, mais le démantèlement de la Commission n'a soulevé aucune véritable opposition, mise à part celle des commissaires eux-mêmes et des employés.

La Commission est abolie en 1921. Comme le souligne l'auteur, «la cause de la conservation n'était guère populaire en ces temps de récession». Le budget est transféré au CNRC qui doit l'affecter à l'établissement d'un institut de recherche industrielle. C'est l'Association forestière canadienne qui reprend le flambeau de la conservation, du moins jusqu'à ce que la dépression des années 1930 vienne ramener le nombre de ses membres, en expansion depuis 1921, à leur niveau antérieur.

Ce livre constitue une référence obligée pour tous ceux, et ils sont de plus en plus nombreux aujourd'hui, qui sont préoccupés par les questions environnementales. Il jette un éclairage nouveau sur les courants d'idées à l'époque de l'industrialisation du Canada. On peut souhaiter qu'il suscite d'autres recherches en histoire de l'environnement car les sujets à traiter sont nombreux.